JUSTIN GODART

R.F. IMPRIMÉS

L'ALBANIE en 1921

PRÉFACE
de
M. D'ESTOURNELLES DE CONSTANT
SÉNATEUR

ILLUSTRATIONS ET CARTES

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49
1922

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

L'ALBANIE
EN 1921

8° J
8964
2937
m* R 166341

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE

5 EXEMPLAIRES SUR CHINE

NUMEROTÉS DE 1 A 5

10 EXEMPLAIRES SUR JAPON

NUMÉROTÉS DE 6 A 15

EXEMPLAIRE No

JUSTIN GODART

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

L'ALBANIE en 1921

DÉPÔT LÉGAL Seine n° 1700 1922

PRÉFACE
de
M. D'ESTOURNELLES DE CONSTANT
SÉNATEUR

—

ILLUSTRATIONS ET CARTES

—

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49
1922

PRÉFACE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Je dois à l'Albanie beaucoup ; je paierai cette dette de jeunesse.

Au moment où je faisais mes débuts de diplomate, quand le zèle m'était interdit, la pauvre Albanie m'a ému. Elle a contribué à éclairer ma conscience troublée par le scepticisme professionnel ; elle a éveillé ma vocation. J'ai toujours cru au devoir de servir la justice et de combattre l'oppression. Mais ce devoir, comment l'accomplir ? En trouve-t-on jamais l'occasion ? Or les occasions ne manquent pas ; c'est nous qui les manquons volontiers. Nous nous plaisons à croire qu'il est déjà bien beau d'être dévoué dans la vie privée, pour ses amis, ses proches, ses concitoyens, son pays. Ce n'est pas assez. On est dévoué ou on ne l'est pas. Egoïsme individuel, familial, local, national, c'est toujours l'égoïsme, qui mène au sacri-

fice du plus faible par le plus fort. En Albanie, pour la première fois, j'ai senti qu'il y avait, non seulement des êtres, mais des peuples qu'on ne pouvait abandonner, sans honte, à leur faiblesse.

J'ai eu l'heureuse fortune d'être nommé, au printemps de 1879, secrétaire de la Commission de délimitation des frontières de la Haute-Albanie et du Monténégro. J'arrivai à Scutari, puis je rayonnai de là, avec mes collègues, autour du pays, fier d'occuper mon premier poste, ne soupçonnant pas, à vrai dire, la besogne dont était chargée la Commission. Au fond, nous venions mutiler, rogner le territoire albanais au profit du Monténégro. Et l'Albanie était sans défense. Cela seul eût suffi pour faire tout son charme aux yeux des plus jeunes d'entre nous. Et ses habitants, en outre, étaient doux, quoi qu'on en dise, ne demandant qu'à travailler, fiers et dignes. Et ils supportaient tout sans se plaindre, sans même avoir un avocat. Car l'Albanie n'existait pas, et ne devait pas exister, pour la diplomatie. Seule la Turquie était aux prises avec l'Europe. Et, quand l'Albanie faisait des difficultés, c'était la Turquie, impuissante, que l'Europe menaçait ou faisait semblant de menacer. Je me rappelle la démonstration navale, grotesque, de Dulcigno, d'ailleurs inabordable, sur l'Adriatique, et où nos escadres cuirassées vinrent faire, pour la galerie, des simulacres de

bombardement. Il me fallut bien des années pour m'expliquer ces comédies.

A distance, je comprends aujourd'hui ce que je ne pouvais que discerner à peine, en 1879 et en 1880. C'était le problème, alors nouveau pour moi, et inextricable, dont les complications devaient déchaîner, plus tard, les guerres des Balkans, puis la grande guerre, l'éternel problème du partage de la Turquie. Voici comment il se posait alors, en Albanie et au Monténégro.

La Russie, impatiente de s'étendre à l'ouest, et — déjà — de s'emparer de Constantinople, ou d'y installer la Bulgarie pour lui préparer la place, avait déchaîné follement sa guerre de 1876, pour l'indépendance de l'Herzégovine et de la Bosnie, qu'elle finit d'ailleurs par livrer à l'Autriche. Elle avait risqué de très près le désastre. C'est la Roumanie qui la sauva et la conduisit à San-Stefano, aux portes de Constantinople. Là, le Gouvernement russe fit signer au sultan un traité qu'on a tort de ne pas retenir comme la divulgation précise et publique des ambitions panslavistes, telle qu'elle existait dans les âmes et dans les cercles officiels, dès cette époque. Le traité de San-Stefano, c'était l'avant-dernier acte du partage de la Turquie, au profit des Slaves. Il n'y manquait que l'attribution de Constantinople, encerclée, gardée comme la poire pour

la soif. La Roumanie, naturellement, avait son lot, la Dobroutcha, sur la mer Noire, mais assez étriqué. La principauté de Bulgarie, en revanche — alors l'instrument de la Russie — s'étendait jusqu'à Salonique, et bien au delà du Vardar, à l'ouest d'Okrida, de Kastoria, non loin d'Elbasan et par conséquent de Durazzo, sur l'Adriatique. La Serbie descendait au sud jusqu'à Mitrovitza, terminus provisoire de la voie ferrée, amorce de la future grande ligne d'Athènes à Salonique, à Serajevo et à l'Europe centrale ; le Monténégro lui tendant la main, de telle sorte que ces deux rameaux de la famille slave se rejoignaient presque. Et on ne disait pas, on ne savait pas, comme je l'ai compris par la suite, quel était le rôle du Monténégro dans l'intrigue ; rôle d'avant-coureur et d'allumeur, tout à la fois, convenant bien et à sa petite taille et à la besogne dont il se chargeait. On ne savait pas ; car il est des choses qu'on ne comprend bien qu'à la longue.

Le fait brutal, on se le rappelle, est que la paix de San-Stefano souleva une émotion générale en Angleterre, en Autriche, en Allemagne et en Italie ; et c'est pourquoi le nouveau Congrès de Berlin se réunit quelques mois plus tard, en 1878, pour réviser ce traité. Histoire connue, me dira-t-on. Pas assez. Elle vaut d'être méditée.

Le traité de Berlin fut l'œuvre diplomatique

par excellence, et répondait à un danger bien évident.

Les Grandes Puissances européennes et, à plus forte raison, la Turquie, avaient grand intérêt à arrêter la marche brusquée des Slaves vers l'ouest. A cette époque, on ne distinguait pas entre les Slaves. Tous les Slaves agissaient ensemble contre le Turc, l'homme malade, pour en débarrasser l'Europe. Et c'est ici qu'apparaît l'effort à la fois naturel et contre nature de la diplomatie. Elle s'était flattée, dès longtemps, d'opposer au nombre, à la masse irrésistible d'une masse mouvante et en pleine croissance, des parchemins compliqués. Elle avait cru pouvoir bloquer, comme un étang, par une Porte, fût-elle Sublime, la mer Noire, et fermer à toutes les Russies le Bosphore et les Dardanelles. Et voici que, comme une armée de fourmis, la masse slave, renonçant à forcer la porte, la tournait, et qu'elle atteignait, en sourdine, la mer Egée et l'Adriatique. On conçoit que la diplomatie austro-allemande se soit ingéniée à barrer la route à l'invasion, et qu'à défaut de la force, inopérante, elle ait voulu se réserver ce dont on a parlé, le Sandjak ou le couloir de Novi Bazar. Couloir à deux fins, servant de limite, sur la carte?... et de passage, reliant le sud de l'Austro-Hongrie à Salonique. La diplomatie européenne, en réalité, ne savait que faire

devant l'impossible ; elle a négligé la force des choses pour essayer de concilier des exigences inconciliables. Elle n'a pas osé se mettre en face de la réalité qui seule pouvait l'éclairer.

Deux races, toutes deux prolifiques, et l'une innombrable, s'appuyant sur l'Asie, plus innombrable encore, deux races aspiraient, aspirent encore, aspireront de plus en plus, en dépit des obstacles, des guerres, des révolutions, et des hécatombes dont l'Orient a été de tout temps le théâtre, — au libre accès de la Méditerranée — ; la Méditerranée, elle aussi, passage, carrefour ouvrant sur l'Afrique, l'Asie, l'Orient, l'Extrême-Orient. Deux races, la germanique et la slave. Peut-être auraient-elles pu s'entendre pacifiquement. En quoi la guerre, en effet, les a-t-elles servies ? à se jeter ruinées, saignées à blanc, ulcérées, après leurs désastres, dans les bras l'une de l'autre, contre la France, également ruinée et saignée à blanc ; contre le monde. Toutes deux victimes du blocus, toutes deux affamées et momentanément d'accord pour dire, la haine au cœur : *Nous sommes les vaincus de la guerre !* En quoi cette guerre victorieuse nous a-t-elle servis ? Et nous ne sommes qu'au commencement des déceptions financières, sociales, économiques... Mais passons. Avant cette guerre, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, par leur expansion et

par leurs traités, pouvaient disposer de Trieste, de Fiume, de Pola, sur l'Adriatique, et de Salonique sur la mer Egée. Mais leur appétit, celui de l'Allemagne surtout, réclamait davantage ; alors que les Slaves, de leur côté, pouvaient se trouver bien plus mal partagés encore. Les Slaves n'avaient que des mers fermées pour exporter le trop plein de leurs productions à l'ouest. L'Allemagne, qui se plaignait de manquer de ports sur l'océan Atlantique, trouvait naturel que l'immense continent slave fût réduit à la Baltique ou au Pacifique... Ce n'est pas tant de la diplomatie qu'il faut se plaindre que de l'Histoire et de la nature. L'Europe s'est développée d'abord au sud-est, avec l'Antiquité, la Grèce et Rome, puis à l'ouest. Les premiers installés parmi les peuples modernes, les Italiens, les Espagnols, les Portugais, les Français, les Hollandais, les Anglais, les Scandinaves, se sont naturellement attribués tous les territoires en bordure sur la Méditerranée et sur l'Océan. Aux Germains, arrivés plus tard, il ne resta plus, avec la Baltique, que les bancs de sable de la mer du Nord. Ils n'ont cessé de réclamer ; et ils s'étonnent que les Russes, avec des populations, des ressources et des besoins de beaucoup supérieurs aux leurs, se trouvent à leur tour enfermés ! Les derniers venus veulent avoir leur place au bord de la mer, bon gré mal gré, d'accord

ou non avec les premiers occupants. Il en a toujours été et il en sera toujours ainsi des nouveaux venus, généralement les plus actifs, à l'estomac creux, aux dents longues. Ce n'est pas tant la diplomatie que l'activité des peuples qui décide, en dernier ressort, de leur avenir. C'est de cette activité que les gouvernements devraient tenir compte, et non pas seulement de leurs ambitions rivales, pour faire œuvre utile et durable. A chacun sa place au soleil. C'est la loi des peuples, celle de tous les êtres vivants.

Quoi qu'il en soit, voilà l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, pourvues par le traité de Berlin d'un double accès à la Méditerranée, exerçant par là leur action, jusqu'en Egypte et en Mésopotamie. Mais que vaudra pour elles le couloir de Novi-Bazar ? Voilà la question. Arrêtera-t-il les Slaves ? Aucunement. Cette fois les fourmis ne passent pas à côté mais à travers pour rejoindre le Monténégro.

Le Monténégro, lui, touche à l'Adriatique ; il est pauvre, il est misérable, mais il précède le gros de l'armée. Et c'est pourquoi ses émissaires tout petits ont toujours reçu grand accueil à Saint-Pétersbourg où ils furent admis jusque dans la famille impériale. Le Monténégro, c'était la pointe avancée de la marche slave. Et c'est pourquoi le traité de San Stefano lui avait fait la part si belle ; c'est ce qu'on n'a pas assez remarqué. Il avait doublé, triplé sa superficie,

passée, d'un trait de plume, de 4.405 à 15.355 kilomètres, au détriment de l'Herzégovine, livrée à l'Autriche momentanément, et de l'Albanie, ne laissant plus au couloir de Novi-Bazar qu'un mince passage à peine décent, pour l'apparence. Le traité de Berlin révisa cette attribution vraiment criante et rétablit l'espace nécessaire au couloir. Il laissa pourtant Podgoritza aux Monténégrins avec la moitié du lac seulement et Scutari aux Albanais. Le territoire monténégrin fut ainsi ramené d'un tiers à la superficie de 8.655 kilomètres, soit encore le double de ce qu'il était avant le traité de San Stefano. Mais il s'étendait, par la ville ci devant albanaise d'Antivari, jusqu'à la mer. Il avait un port! Pauvre Antivari, bombardée, vidée par l'artillerie qui la dominait, je n'en ai connu que les ruines. Spectacle alors nouveau pour moi, aujourd'hui devenu banal! J'ai pris une aquarelle de ces ruines blanches [1], avec une seule maison reconstruite au premier plan. Le prince du Monténégro était très fier de cette acquisition. Las des proportions par trop modestes de sa soi-disant « capitale » de Cettigné, il aspirait à l'élargir ou à la transporter ailleurs, et tout au moins à la compléter par un port! Il a multiplié les vœux, les intrigues, les vers même à cet effet ; il a célébré

1. Voir l'aquarelle reproduite tant mal que bien, en noir, parmi les illustrations de ce volume.

par des odes et par des poèmes sa propre marche à la mer, sa marche au grand galop de son cheval... J'ai souvent regretté que ce prudent coursier, insuffisamment enflammé, ait arrêté son galop au bord seulement de la mer...

En fait, quand notre commission s'est réunie, la marche slave atteignait son but vers l'ouest, et le prince du Montenegro escomptait, à bon droit, le prix de ses premiers efforts. Ainsi s'expliquait l'impatience de ses malheureux délégués, quand la commission résistait à leurs prétentions ; et ainsi s'expliquait aussi l'isolement de l'Albanie.

Singulière et tragique destinée ; les Albanais, victimes séculaires et cependant irréductibles de l'Empire ottoman, n'en étaient pas moins traités comme des sujets turcs par les Grandes Puissances. Ils avaient beau résister à la domination, conserver leurs coutumes, leur religion, leur langue, leur race, leur personnalité enfin, distincte de toute autre, les Grandes Puissances trouvaient commode de les ignorer, soit pour les abandonner, soit pour les dépouiller, soit pour les donner en monnaie d'appoint au plus exigeant ou au plus offrant dans les marchés internationaux.

Personne ne plaignait les Albanais. Ils étaient seuls. *Voe soli!* Ils n'existaient pas. — En vain, ils résistaient, avec une vaillance indomptable, au joug

turc ; au point que Constantinople n'osait même plus leur réclamer l'impôt ; en vain ils s'administraient eux-mêmes, restaient unis, sans distinction de religions, catholiques, orthodoxes, musulmans et formaient un bloc national contre le Turc. Il n'en fallait pas moins qu'ils restassent Turcs, pour pouvoir être partagés, le moment venu, avec le reste de l'Empire. C'est l'A. B. C. de la diplomatie qui se pratiquait et s'imposait et s'imposerait encore aujourd'hui, peut-être, si on la laissait faire...

Ainsi s'explique l'impatience et l'insolence des Monténégrins, attendant qu'on leur livrât leur part de l'Albanie, part essentielle, qu'il ne faut pas perdre de vue. Car le Monténégro rocailleux, nid d'oiseau de proie, était pauvre, mais il avait pour chef un souverain qui n'entendait pas donner pour rien ses services. Il en attendait plutôt le prix de tous les côtés, et de Pétersbourg et de Rome, et de Vienne et de Paris, suivant l'occasion. Prendre possession des riches plaines, des montagnes, des lacs, des rivières d'Albanie, cela signifiait autre chose que des décorations ; cela signifiait des concessions à distribuer, concessions de forêt, de pêcheries, de mines, de services publics...

Le traité de Berlin, révisant celui de San Stefano, avait donc dépouillé le Monténégro d'une partie de ses bénéfices de guerre. La commission chargée de

l'exécution du traité de Berlin allait-elle atténuer ou aggraver, en fait, ce préjudice ?

Les pauvres délégués du Monténégro tremblaient. Notre impartialité, c'était pour eux la disgrâce, la confiscation de leurs misérables biens, de leur liberté, leur vie menacée... Pauvres délégués, jamais nous ne les avons rendus responsables, — non plus que le peuple monténégrin, impitoyablement exploité, — de la rapacité de leur souverain.

Et d'autre part, les bons Turcs, qui cédaient toujours (et même ce qu'ils ne pouvaient pas livrer), avaient, eux aussi, de quoi trembler. Tandis que nous discutions sur la carte, à Scutari, ou parmi les ruines de Podgoritza pillée et occupée par les troupes du prince Nicolas, les limites des territoires attribués au Monténégro, voilà que les Albanais se refusaient obstinément et violemment à nous obéir. Et nous n'avions aucun moyen, et personne n'avait aucun moyen d'aller les contraindre dans leurs repaires. La ligue albanaise, ligue nationale entre toutes, s'était formée et se soulevait. Elle était inaccessible, irréductible et insaisissable, jusques et y compris Prizrend. L'un des plénipotentiaires ottoman au Congrès de Berlin, Mehemed Ali, reçut l'ingrate mission d'aller parlementer, dans les districts cédés de Goussigné et de Plava, à Ypek ou à Djakovo. Mal lui en prit. Sa maison fut cernée,

assiégée, pendant vingt-quatre heures, puis finalement brûlée, et lui avec.

Jamais les Albanais n'ont voulu passer sous le joug des Serbes ou des Monténégrins, pas plus que des Turcs ou des Grecs. Peu leur importait que la domination changeât de nom ; ils ont supporté celle des Turcs, parce qu'elle ne s'exerçait que par intermittences, — mais ils se sont fait massacrer et ils continueront à se faire massacrer, aussi longtemps qu'il leur restera un combattant, homme, vieillard ou enfant, ou femme, pour résister contre les Serbes et les Monténégrins au nord, contre les Italiens à l'ouest, contre les Grecs au sud.

La question, il y a quarante ans, était poignante pour une conscience encore indépendante ; aujourd'hui elle devient atroce, quand on pense que, contre ce peuple dont le seul crime est de vouloir être libre, ses voisins peuvent utiliser leurs cadres démobilisés et oisifs, leurs « demi-soldes » commandant des bandes affamées, pourvues d'un matériel moderne de guerre et bien plus : du stock des armes et des munitions que peuvent leur passer les Grandes Puissances, et qui leur restent de la Grande Guerre. Ecraser un peuple isolé sous le nombre et la supériorité des armes de ses assaillants, c'est déjà un triste spectacle, — et nous savons ce qu'ont été les atrocités balkaniques ; — mais, quand ces assail-

lants peuvent être munis de mitrailleuses, de canons à longue portée, d'obus et d'autos-canons, de tanks, d'avions de bombardement, de dirigeables et de ballons d'observation, cela devient indescriptible et, pour tout dire, honteux, insupportable.

Quand on entend soutenir en outre, par les gens « pratiques », comme je l'ai entendu cent fois, qu'il faut réduire les Albanais en servitude, d'abord pour leur apprendre à vouloir être indépendants, et qu'il faudrait que ce fût le sort de tous leurs semblables ; ensuite parce qu'avec les moyens actuels de destruction, rien n'est plus facile que de se débarrasser d'eux, en les exterminant, au besoin, et sans aucun risque ; enfin, parce que rien ne peut être plus fructueux que leur soumission, à tous les points de vue. D'abord leur pays est très riche et plein d'avenir ; leurs populations agricoles et industrielles laborieuses, intelligentes, sobres, honnêtes, donneront une excellente main-d'œuvre. Mais voici le plus moderne argument : précisément parce qu'elles sont saines et vaillantes, les populations albanaises fourniront d'excellentes recrues aux armées de leurs adversaires ; elles renforceront, au besoin contre l'Albanie, ces armées épuisées par bientôt dix années de guerre... Quand on sait que ce raisonnement est celui de la manière forte, qu'il est couramment appliqué, dans les grands pays, aux troupes noires ou jaunes,

— et dans quelles proportions, avec quelle effroyable prodigalité du sang indigène ! — quand on veut bien considérer que ces rafles humaines ne sont rien moins que le plus hypocrite rétablissement, non pas de l'esclavage seulement, mais de la traite, et qu'il s'agirait maintenant de rabattre et de recruter de force, pour la guerre, toute population même blanche, même chrétienne, qui s'obstinerait à vouloir la justice et la paix... on comprend que je sois reconnaissant à l'Albanie de m'avoir ouvert les yeux sur cette opération, de quelque nom qu'on la décore.

Mais, encore une fois, c'est plus tard, à la longue, que la vérité tout entière m'est apparue. En 1879, le grand coupable, dans la péninsule des Balkans, était le Turc, ou, pour mieux dire, le régime turc, le sultan. Serbes, Bulgares, Grecs, Albanais, Bosniaques, Monténégrins comptaient du seul côté des opprimés — avec les Arméniens, en Asie Mineure. Tous bénéficiaient du mouvement de protestation soulevé en Europe et dans le monde libéral, jusqu'en Amérique, par les atrocités du règne du sultan rouge Abdul Aziz. Et ces atrocités, quand le souvenir même de la Commission de 1879 et 1880 commençait à pâlir dans ma mémoire, effaçaient tout le reste. Quand je quittai l'ambassade de France à Londres, en 1894, et que j'allai prendre

congé, à Hawarden, de M. Gladstone, son dernier mot fut pour me dire : « N'oubliez pas les Bulgares ! » Les Bulgares et les Arméniens symbolisaient alors toute l'abomination du despotisme turc dont ils étaient victimes avec tant d'autres. C'est pour eux que je présidai le fameux meeting du Château-d'Eau, où des orateurs de tous les partis : Jaurès et Pressensé, Denys Cochin, Victor Bérard, Lerolle et moi, firent appel, au lendemain de l'affaire Dreyfus, à la justice indignée de l'opinion et aux pouvoirs publics.

Le problème ne devint vraiment troublant pour ma conscience qu'après les deux guerres balkaniques, quand les Bulgares, les Serbes et les Grecs étant vainqueurs, les Bulgares se jetèrent sur leurs deux alliés et s'exposèrent, à leur tour, aux accusations qui n'avaient pesé jusqu'alors que sur les Turcs. A ces accusations, les Bulgares en opposèrent d'autres, de telle sorte que s'ouvrit, non le procès de l'un ou l'autre de ces trois peuples, mais celui de tous les belligérants ou, pour mieux dire, celui de la guerre elle-même.

C'est alors que mes amis de la Dotation Carnegie à New-York résolurent d'en avoir le cœur net et d'envoyer une mission impartiale d'enquête dans les Balkans. Je me chargeai de l'organiser, choisissant les hommes qui me parurent le plus qualifiés

pour la mener à bonne fin, notamment cet homme de bien que fut Dutton, pour les Etats-Unis, et Justin Godart pour la France.

Cette Commission rédigea le rapport considérable que l'on connaît, et dont l'impartialité fit sensation. Il en ressortait que, sans doute, les Bulgares avaient, comme les Turcs, commis des crimes odieux, mais que, de leur côté, les Grecs et les Serbes avaient cédé aux mêmes exécrables entraînements, aux mêmes coutumes. Et alors ces crimes, furent qualifiés de balkaniques ; injustement, car deux ans plus tard les armées allemandes les dépassaient, et dans la Belgique ignominieusement envahie, et en France, et partout où elles se montrèrent. Ce furent tout simplement, — avec des raffinements de violence barbare et d'incroyables ordres de tortionnaires donnés par le commandement allemand lui-même, ce furent les crimes de la guerre. Aussi, quand l'illustre homme d'Etat que fut M. Venizelos me fit demander, à la fin ou au lendemain de la Grande Guerre, de modifier les appréciations de notre rapport, je m'y refusai. Nos collaborateurs avaient été sur place, à la seule recherche de la vérité ; rien au monde ne pouvait me décider à les répudier, même à la demande de nos alliés les Grecs et les Serbes.

Il me sembla toutefois, la Grande Guerre finie,

qu'il convenait de compléter notre rapport de 1913 ; il n'y était pas question de l'Albanie, pour la bonne raison que, pendant les deux guerres balkaniques, elle s'était tenue à l'écart, prenant bien garde de ne pas fortifier l'ennemi turc. Sa réserve fut remarquable. Mais quand la Grande Guerre, en 1914, éclata, quand la Turquie devint l'ennemie déclarée de la France et de l'Italie et de l'Angleterre, resta-t-elle indifférente ? Non ; sa conduite fut admirable et bien conforme à son passé. En révolte contre le Turc, son maître, elle lui refusa tout concours, « ni hommes ni argent » ; bien plus ; que fit-elle pour nous ? Ses volontaires vinrent grossir notre armée de Salonique, et quand survint le désastre de la retraite de Belgrade, en plein hiver, chacun sait que, sans le concours dévoué de ses populations, nos troupes et celles des Serbes et nos réfugiés, femmes et enfants, ne seraient pas arrivés à Scutari. La Dotation Carnegie a décidé de reconstruire, à ses frais, la bibliothèque de Belgrade, comme celles de Reims et de Louvain, pour protester contre le vandalisme destructeur des armées austro-allemandes. Après les services rendus à la Serbie et aux Alliés par l'Albanie, pouvait-elle, quand vinrent les lendemains de la guerre, les déceptions de la victoire et des traités, laisser dépecer l'Albanie ? Je sais bien qu'on n'arrête pas comme on le veut des troupes, et surtout

des bandes et des populations pillardes, manquant de tout, lancées à la poursuite, non plus d'un ennemi, mais du butin. Mais, s'il en est ainsi, notre devoir n'en était que plus évident.

Philhellène, toute ma vie, depuis mon long séjour en Grèce[1], bien antérieur à ma mission en Albanie, j'ai appris ce que l'Europe libérale doit à la Grèce. En pleine réaction, en pleine terreur blanche de l'Europe, la Grèce a donné l'exemple inoubliable de son héroïque insurrection de 1821 contre les Turcs. Ce fut une explosion d'admiration pour la Grèce ; elle a enflammé l'enthousiasme de tous les cœurs généreux du monde ; elle n'a pas déchaîné que le romantisme de nos poètes, elle a restauré, en face de la Sainte Alliance et de notre restauration monarchique, la liberté ! Rien n'effacera jamais un tel service. Les admirateurs de la Grèce ne le laisseront pas ternir. C'est dans cet esprit de respect, d'attachement pour la Grèce, et dans un sentiment aussi de grande reconnaissance pour les Serbes, qu'au risque de leur déplaire, je n'ai pas voulu fermer les yeux sur ceux de leurs agents ou de leurs nationaux qui, méconnaissant ou dépassant certainement leurs instructions, ont cru devoir continuer

---

1. D'Estournelles de Constant, *la Vie de province en Grèce ;* Paris, Hachette, 1873, in-18.

la guerre, les uns au nord, les autres au sud, contre la pauvre Albanie, prise en traître, sans armes, entre deux feux.

Pour tout dire, j'avais fait, dans l'intervalle de mes voyages et de mes interventions dans les Balkans, des expériences décisives. J'avais, de toutes mes forces, appelé le triomphe de Venizelos sur son roi félon ; je n'avais regretté qu'une chose, ce sont les ménagements dont il usa en lui conservant sa couronne. J'avais rencontré, connu, intimement, des Serbes admirables, Milovanovich, mon collègue à La Haye, Milovanovich, homme de bien qui, à lui seul, aurait évité toute la guerre si on eut suivi son immense effort de conciliation serbo-bulgare, — Vesnitch aussi, l'ami de la justice et de la paix ; mais j'avais vu à l'œuvre le souverain, l'ex-prince devenu le roi du Monténégro.

Et peu à peu, par un phénomène bien inattendu, toute l'horreur de ses intrigues et de son métier de profiteur de la guerre m'était apparue, alors que je l'avais soupçonnée seulement, dans ma jeunesse. L'horreur était telle que le jour où, soutenu, poussé par des influences qui sont devenues, depuis lors, trop transparentes, celle du parti militaire à Saint-Pétersbourg, le jour où il osa prendre sur lui de déclarer, à lui tout seul, la guerre des Balkans, je ne pus retenir ma lettre publique de flétrissure.

Je n'étais qu'un simple citoyen, mais je me souvins, tout à coup, de ce que ce méprisable principicule avait pu faire de mal à son pays, à ses voisins, à ses protecteurs, à sa famille, tout en se tirant toujours d'embarras, à force d'impudence et d'audace. Et ne pouvant rien, je me donnai, pour l'acquit de ma conscience, et de la conscience de beaucoup d'autres qui pensaient comme moi, cette satisfaction de lui écrire en substance ceci :

« Sire, votre industrie c'est la guerre ; vous mettez le feu au monde pour faire cuire votre œuf ; et vous ne risquez rien à ce jeu... que votre peuple... ».

Sa Majesté fut sur le point de me faire provoquer en duel, ou, plus vraisemblablement, de me faire tendre un guet-apens. Je vis encore, mais on comprend que je n'aie pas voulu laisser ses traditions se donner libre cours et que, dans l'intérêt même des Grecs et des Serbes, et surtout des Monténégrins, j'aie pris sur moi de faire compléter, par une mission en Albanie, notre enquête des Balkans. Je suis reconnaissant à la Dotation Carnegie d'avoir eu assez confiance en moi pour me laisser prendre cette initiative dont j'ai tenu, d'ailleurs, à revendiquer pour moi seul la responsabilité.

J'aurais voulu, pour tout dire, pouvoir faire cette enquête moi-même ; on m'y invitait en Albanie ;

j'avais fait à Paris des conférences, écrit des articles[1] publié des protestations qui avaient ravivé l'affection que me conservaient de nombreux Albanais et m'avaient gagné de nouveaux amis. On m'appelait, on m'attendait, on insistait. Finalement, je ne suis pas parti. J'ai craint d'être trop partial. Et j'ai cherché celui qui pouvait aller là-bas, honnêtement, tout seul, le regard bien droit, faire le voyage à ma place. J'ai trouvé mon ami Justin Godart.

Godart est juste le contraire d'un arriviste et d'un profiteur de la guerre ; il essaye d'être juste et bon, dans toute la mesure possible. Il a commencé, d'accord avec moi, par voir nos amis Italiens. Je n'ai pas caché mon admiration pour l'initiative qu'a prise, à Vallona et à Rappallo, le comte Sforza, de reconnaître l'indépendance de l'Albanie, alors que l'Europe entière, y compris la France, hésitait à se décider. Pour rien au monde je n'aurais voulu que ma mission ou celle de mon ami Godart pût avoir un caractère malveillant à l'égard de l'Italie, pas plus que de la Grèce, de la Serbie, ou d'aucun autre de nos Alliés. Naturellement, Godart étant la franchise même, a été amené à dire des choses désagréables à quelques-uns ; mais il aura rendu service à tout le monde en prouvant qu'il n'allait pas servir l'Albanie mais la vérité.

---

1. — 8 octobre 1912.

Seulement, il se trouve que, dans la péninsule des Balkans, l'Albanie est le seul peuple qui, véritablement, ait tout à gagner à la paix, tout à perdre à la guerre, comme la France ; il se trouve notamment que l'Albanie est le seul de tous ces peuples qui n'ait jamais songé à convoiter Constantinople... Cela valait vraiment une mention qui servît aux autres d'encouragement.

Enfin Godart est parti ; il a fait un voyage complet, assez dur, en une saison peu favorable. Il a rendu service aux Albanais, en leur donnant, dans leurs épreuves, une marque de sympathie et de considération qui ne pouvait passer inaperçue. Il a rendu service aux Gouvernements serbe, grec, italien, en allant promener là-bas, tout simplement, une conscience ; celle d'un homme politique absolument indépendant. J'estime qu'il a droit à notre reconnaissance. Son livre, que je suis heureux de recommander au public de bonne foi, est l'œuvre sincère, sérieuse, désintéressée, qu'on pouvait attendre de lui. C'est un témoignage. C'est, en outre, une recommandation, un appui.

L'Albanie est jeune, en dépit de ses cicatrices et des souvenirs héroïques de ses luttes ; elle a grand besoin de ne pas être abandonnée à la fureur ou à la duplicité des exploiteurs de tous les pays qui vont s'abattre sur elle. Elle a besoin d'amis dévoués. Elle

n'en manque pas. Lord Robert Cecil, en Angleterre, a énergiquement pris fait et cause pour elle, avec l'Italie. Les autres nations ont suivi ; leur accord final a été unanime.

Elle a obtenu, cette année, un très grand succès ; la Société des Nations l'a admise parmi ses membres. Il faut maintenant qu'elle justifie ce baptême officiel, cette inscription sur les registres de l'état-civil des peuples. Sa population décimée est restée d'autant plus saine qu'elle a été isolée, toute à son obstination de vivre indépendante et de survivre à ses épreuves séculaires. Elle n'a jamais cessé de travailler. Elle profite de la moindre accalmie pour s'instruire. Elle a ses écoles, où se réunissent, dans une même et unique volonté nationale, toutes les religions, tous les âges, car les hommes mûrs qui n'ont pas pu les fréquenter dans leur jeunesse y viennent le soir, pour essayer de rattraper leurs enfants. Elle a ses cultures, ses troupeaux, ses industries, son sol fertile, aux altitudes variées, au climat salubre. Rien ne lui manque que la paix et l'ordre.

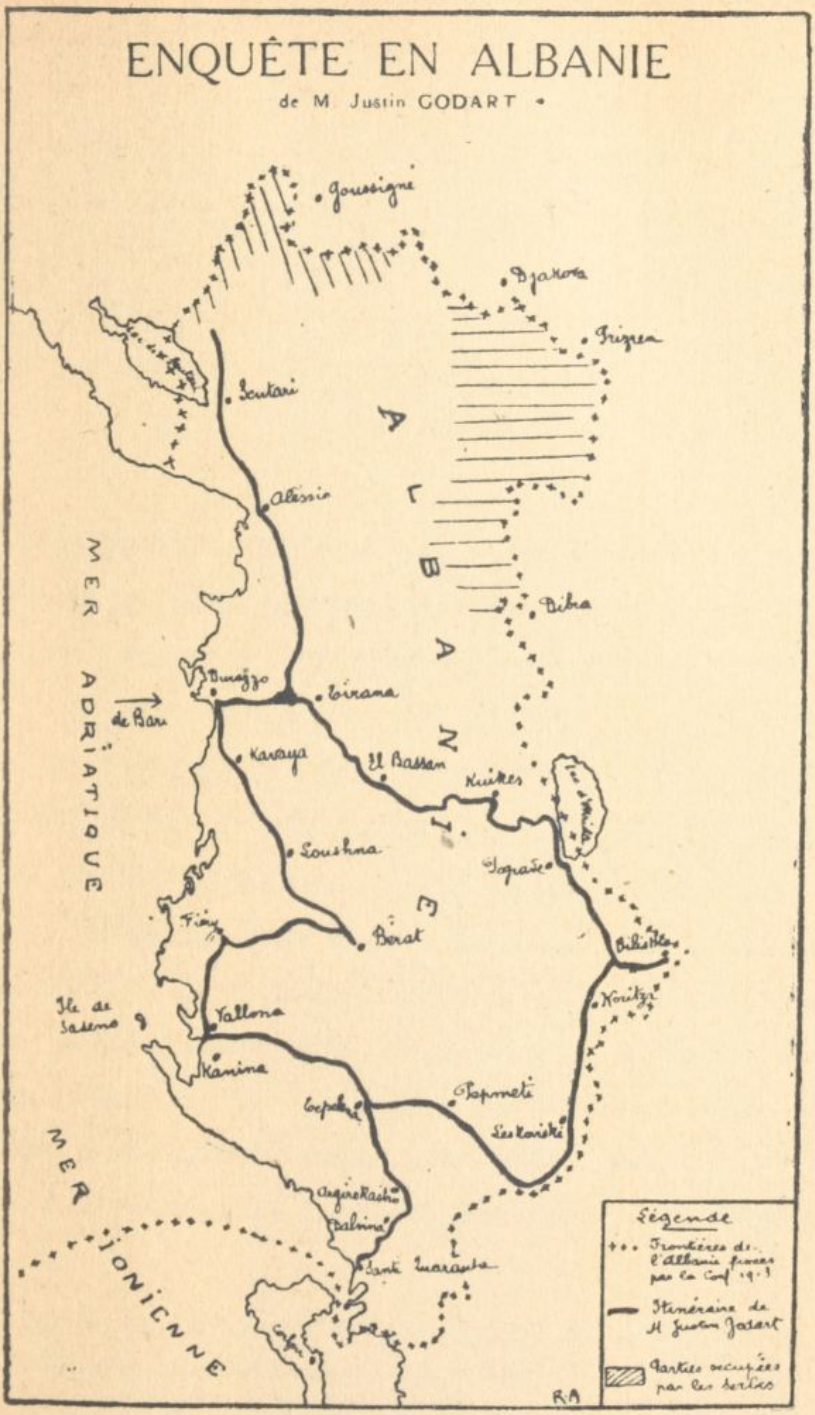
La paix dépend de ses voisins et de l'Europe, mais l'ordre dépend d'elle-même. Ses voisins, malgré les années terribles qu'ils viennent de traverser et dont il n'est pas possible de demander qu'elles soient suivies d'un calme complet, du jour au lende-

main, ses voisins comprendront qu'ils ont besoin, comme elle, de vivre désormais une vie normale, et que la guerre, en se perpétuant, finirait, pour eux comme pour tout le monde et dans tous les temps, par la révolution et l'anarchie.

L'ordre dépend de la sagesse des Albanais. Que ne puis-je prolonger indéfiniment mon activité pour aller chez eux mettre à leur service une part de la bonne volonté et de l'expérience qui me restent. Dans l'ordre et l'union, l'avenir de l'Albanie sera la compensation, la récompense de tout ce qu'elle a souffert par le passé. Elle saura distinguer entre les bons et les mauvais conseils de l'étranger. Elle a fait le plus difficile ; elle a résisté à la domination turque ; elle ne se laissera pas exploiter par les aventuriers européens. Beaucoup de ses habitants se sont instruits dans le malheur, ont voyagé ; plusieurs ont dû s'expatrier, faire en France, en Italie, en Angleterre, en Amérique, l'apprentissage du progrès moderne ; ils s'en inspireront pour introduire dans leur pays une administration honnête et rénovatrice, sans porter atteinte à ses vertus traditionnelles ; elle attirera les voyageurs, les touristes, les artistes du monde entier ; les amis de la liberté viendront à elle en pèlerinage ; triste pays de l'injustice et de la souffrance pendant des siècles, elle deviendra la terre promise de l'optimisme, comme

la France; le pays exemplaire que la mauvaise fortune n'aura pas pu vaincre et qui n'aura jamais voulu désespérer. Avec ses religions diverses, toutes tolérantes, avec ses voisins longtemps inquiétants, enfin apaisés, elle sera le pays modèle de la conciliation et de la vie commune, harmonieuse, idéaliste et pratique, prospère, longtemps menacée, heureuse enfin, la Suisse des Balkans.

D'Estournelles de Constant.


ENQUÊTE EN ALBANIE
de M. Justin GODART
Goussigné
Djakova
Prizren
Scutari
Alessio
ALBANIE
Dibra
MER ADRIATIQUE
Durazzo
Tirana
de Bari
Kavaya
El Bassan
Kuikes
Loushna
Tepeleni
Fiéry
Bérat
Bilisthia
Ile de Saseno
Vallona
Kanina
Tepmeti
Leskovitzi
Argirokastro
Dalvina
Santi Quaranta
MER IONIENNE
Légende
Frontières de l'Albanie fixées par la Conf. 1913
Itinéraire de M. Justin Godart
Parties occupées par les Serbes
R.A

L'Albanie est un pays peu connu, dont on peut cependant se faire une idée par les livres. Ceux qui lui sont consacrés, en tout ou partie, sont nombreux. Ils ont, au cours des siècles, recueilli des récits de voyageurs, des observations de savants, des descriptions de littérateurs, d'artistes, des polémiques ethnographiques et politiques violentes, et comme l'Albanie, toute à sa défense et à la conquête de sa liberté, s'est à peine modifiée dans ses aspects et dans sa vie tendue vers la lutte, son image a pu être fidèlement fixée [1]. *Elle réserve donc peu de surprises à la curiosité du passant averti qui, avant de se mettre en route, a pris soin de parcourir l'abondante*

---

1. L'opinion contraire est trop répandue. En 1913, M. Delaisi qui, depuis, a été souvent cité, écrivait de l'Albanie : « Nul pays n'est plus fermé à la civilisation : le Sahara est mieux connu, le Thibet à peine plus mystérieux » *(Les aspirations autonomistes en Europe*, Paris, Alcan, 1913).

documentation française, italienne, autrichienne qui existe [1]. *Il reste, il est vrai — et c'est une impression inoubliable —, à celui qui voyage en Albanie, le charme de trouver vivante et accueillante la figure chevaleresque et fière qu'il s'était imaginée ; de voir, tout animé, le tableau souvent dépeint d'un passé encore intact ; de suivre, en caravane, à travers les montagnes accumulées et les paysages grandioses, les routes millénaires régulièrement cannelées en plein roc par le fer des chevaux et, bien que reçu partout fraternellement, de se sentir l'étranger en présence des mœurs des populations.*

Cependant, depuis 1910, l'Albanie offre un spectacle autrement curieux que celui d'une ancienne et vaste demeure où choses et gens sont restés d'autrefois et peuvent intéresser à l'égal d'une authentique reconstitution historique. Sous les apparences immuables, en Albanie, a toujours vibré une âme indomptable, a toujours bouillonné l'esprit d'indépendance. Durant des siècles, l'Albanie a résisté victorieusement au suzerain, le Turc, à la chute duquel elle a contribué. Après son autonomie de fait, elle a conquis son autonomie de droit. Mais tout son noble et vaillant effort a été pour la mettre dans un péril plus redoutable que la servitude écartée.

Libérée de la Turquie par son sang et par ses armes,

---

1. Voir Emile Legrand, *Bibliographie albanaise*, complétée par Henry Guys ; Paris, Librairie Universelle, A. Welter.

l'Albanie est devenue une proie pour les Grandes Puissances. Au lieu des combats loyaux, face à face, vie pour vie, elle a dû faire front à la lutte diplomatique sournoise. Elle a été l'enjeu de tractations secrètes, de marchandages grossiers. Un jour dépecée, le lendemain reconstituée, suivant les combinaisons du moment, elle a été plus dangereusement maltraitée, en quelques années, par les Nations alliées pour faire triompher le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que par la Turquie durant des siècles.

C'est l'Albanie se débattant pour échapper à des convoitises complaisamment exploitées par les Grandes Puissances que nous voulons montrer. Et il nous plaît de dire, de suite, que la Société des Nations donna une aide efficace à l'Albanie pour conquérir son autonomie.

A côté de l'Albanie victime d'hier, nous décrirons l'Albanie au début de l'évolution de progrès qu'elle a commencée et qu'elle poursuivra grâce à la liberté, pour laquelle, dans l'avenir comme elle l'a fait dans le passé, elle luttera, si besoin est, farouchement.

CHAPITRE I

LE PASSÉ DE L'ALBANIE

L'ANTIQUITÉ de la nation albanaise a fait l'objet de savants travaux. De bonne foi on ne peut la nier [1]. A l'appui de cette affirmation que nous faisons après avoir lu tout ce que nous avons pu trouver sur ce sujet, nous ne voulons donner qu'une citation. Elle est d'un écrivain hautain, dont la vie et le caractère écartent tout soupçon de partialité, qui avait fait son

1. La lecture du livre *les Albanais et les Grandes Puissances*, du Dr Vladan Georgevitch, ancien président du Conseil des ministres du royaume de Serbie, traduit de l'allemand par le prince Alexis Kara-Georgevitch, est à recommander comme exemple d'une laborieuse démonstration de l'inexistence de la race albanaise. L'intéressant est que, pour essayer d'y arriver, l'auteur a dû faire état de l'abondante bibliographie qui établit le contraire.

étude des races humaines, fort dédaigneux des conclusions qu'en pourraient tirer les diplomates.

Dans son *Essai sur l'inégalité des races humaines*, le Comte de Gobineau parle ainsi des Albanais [1].

« Des Illyriens, appelés aujourd'hui Arnautes ou Albanais, il reste un peuple et une langue qui, bien qu'altérés, offrent plusieurs singularités saisissables.

« Parlons d'abord de l'individualité physique.

« L'Albanais, dans la partie vraiment nationale de ses traits, se distingue bien des populations environnantes. Il ne ressemble ni au Grec moderne, ni au Slave. Il n'a pas plus de rapports essentiels avec le Valaque. Des alliances nombreuses, en le rapprochant physiologiquement de ses voisins, ont altéré considérablement son type primitif, sans en faire disparaître le caractère propre. On y reconnaît, comme signes fondamentaux, une taille grande et bien proportionnée, une charpente vigoureuse, des traits accusés et un visage osseux, qui, par ses saillies et ses angles, ne rappelle pas précisément la construction du facies Kalmouk, mais fait penser au système d'après lequel ce facies est conçu. On dirait que l'Albanais est au Mongol comme est à ce dernier le Turk, surtout le Hongrois. Le nez se montre saillant, proéminent, le menton largement et fortement carré. Les lignes, belles d'ailleurs, sont rudement tracées com-

---

1. A. de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines ;* Paris, Firmin Didot, 1855.

M. AUDIN
IMPRIM.
3, RUE DAVOUT
LYON

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XXe siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012.

Avec le soutien du

CNL Centre national du livre